

Éducation nationale : combien coûte un élève ?

Article rédigé par *Jean-Baptiste Noé**, le 17 décembre 2010

L'enquête Pisa de l'OCDE ([Décryptage](#), 10 décembre) sur le niveau scolaire des jeunes de 65 pays, a noté la France comme un élève médiocre. Un résultat qui n'est pas une surprise. Deuxième volet de notre analyse : comment se justifie le coût de l'Éducation nationale, la réussite scolaire est-elle une question économique ? *LP*.

Le décrochage des établissements, l'augmentation de l'échec scolaire et la dilution des programmes, la violence prégnante dans certains sites, inquiètent parents et professeurs. Face aux maux que rencontre l'Éducation nationale il est de coutume de prôner une augmentation du budget et des moyens financiers alloués à l'école, sans même s'interroger sur la pertinence d'une telle augmentation des coûts. Les dépenses scolaires ont-elles autant diminuées qu'il faudrait les restaurer ? Les chiffres fournis par l'INSEE éclairent la question.

Des dépenses éducatives en augmentation

Tout d'abord combien dépense la France pour son éducation ? En 2006, la France dépensait 5 482 dollars par élèves du primaire, et 9 303 dollars par élèves du secondaire. Elle se situait au huitième rang des 30 pays les plus développés. Le pays dépensant le plus était le Luxembourg, avec respectivement 13 676 et 18 144 dollars, le pays dépensant le moins était la Turquie, avec 1 130 et 1 834 dollars, tous ces chiffres étant donnés en dollar constant de 2006.

La moyenne des dépenses d'éducation par élèves du secondaire étant de 7 884 dollars, et la médiane de 8 399 dollars. La France se situe donc dans la fourchette haute, elle fait partie des pays développés qui dépensent le plus pour leur éducation. Nous pouvons d'ailleurs constater que les États-Unis se situent en quatrième position, avec 9 709 dollars pour le primaire et 10 821 dollars pour le secondaire, ce qui bat en brèche l'idée reçue d'un pays qui ne s'occuperait pas de son éducation. La France dépense donc beaucoup, avec les taux d'échec affligeants que nous connaissons. En 2006 c'est 6,12% de son PIB qui est consacré aux dépenses d'éducation, contre 5,12% pour l'Allemagne mais 6,92% pour le Royaume-Uni.

Un lycéen coûte 9 110 euros

La France consacre donc 6,12% de son PIB à l'enseignement. En soi cela ne veut pas dire grand-chose. Regardons de plus près la structure même des dépenses, et notamment les dépenses par élèves, entre 1980 et 2008, les chiffres étant donnés en euros constants de 2008.

Nous constatons une très forte augmentation des dépenses par élèves. Entre 1980 et 2008 cette augmentation est de 43.39%, le plus marqué étant le premier degré, avec 48% d'augmentation, contre 36% pour le second degré. Cette augmentation n'est pas linéaire. La véritable rupture a lieu à partir de 1988, avec un emballement des dépenses éducatives, jusqu'à l'aube des années 2000. Entre 1981 et 1986 l'augmentation des dépenses pour le secondaire est de 3%. Entre 1986 et 1988 elle est de 3.3%. Mais entre 1988 et 1993 cette augmentation est de 18.5%, avant d'être nettement stoppée entre 1993 et 1997 (6.7% d'augmentation), de repartir entre 1997 et 2002 — 8% d'augmentation —, et de baisser entre 2002 et 2008 avec une baisse de 0.4% des dépenses. Cette baisse est minime mais elle vient clore deux décennies d'augmentation.

On constate ainsi qu'autour des dépenses d'éducation se cristallisent deux visions politiques, puisque ce sont les différents gouvernements socialistes qui ont provoqué de très fortes hausses des dépenses, alors que les gouvernements conservateurs ont eux initié une baisse. Toutefois, cela n'est vrai qu'à partir de 1988, car avant cette date le gouvernement de Jacques Chirac avait connu une plus forte hausse que les gouvernements Mauroy et Fabius.

Des élèves en diminution, des enseignants en augmentation

Cette hausse effrénée des dépenses d'éducation ne peut laisser qu'un goût amer, car elle s'accompagne d'une augmentation de l'échec scolaire et d'un déclassement du niveau français. Elle a donc été incapable d'améliorer le niveau scolaire. On peut aussi se demander si cette très forte augmentation était nécessaire, ce qui au regard des effectifs scolaires est plus que douteux.

En effet, entre 1980 et 2008 le nombre d'élèves dans le primaire est passé de 7 396 milliers à 6 643 milliers, soit une baisse de 11% des effectifs alors que, dans le même temps, les dépenses augmentaient de 48%.

Quelle fut donc la logique d'un tel budget ? Au collège, toujours sur la même période, les effectifs passaient de 3 261 milliers à 3 088 milliers, soit une baisse de 5%. Il n'y a guère que le nombre de lycéens qui a augmenté, passant de 1 124 milliers à 1 446 milliers, soit une hausse de 22%. Encore ces chiffres ne font-ils pas la distinction entre les lycéens de la filière générale et ceux de la filière technologique.

Qu'est-ce qui a justifié une telle hausse ? En 1980 un écolier coûtait 2 919 euros par an, en 2008 5 620 euros.

En 1980, un lycéen coûtait 5 833 euros, en 2008, 9 110 euros soit, répétons-le, 48% et 36% d'augmentation. Le nombre moyen d'élèves en classe était de 23 élèves à l'école en 1980 et de 22 élèves en 2008. Au lycée il était de 24 élèves en 1980 et 23 élèves en 2008, des chiffres qui sont donc restés d'une remarquable stabilité.

Alors, si la hausse des dépenses éducatives ne s'explique ni par l'augmentation du niveau scolaire, ni par l'augmentation du nombre d'élèves, ni par la diminution des effectifs en classe, comment peut-on la justifier ? Peut-être du côté des effectifs d'enseignants.

Les enseignants étaient 882 640 en 1990 et 940 403 en 2009, avec une pointe en 2005 où ils étaient alors 1 005 138. Il est remarquable de constater que plus le nombre d'élèves diminuait, plus celui des enseignants augmentait. Entre 1980 et 2005 la hausse est de 12%, alors qu'entre 2005 et 2009 on constate une diminution de 7%. Si l'on ajoute le personnel administratif, l'Éducation nationale comptait 1 171 300 salariés en 1990, 1 283 615 en 2000 (+ 9%) et 1 115 242 en 2009.

On constate donc que le nombre d'enseignants n'a pas été indexé sur le nombre d'élève. C'est ainsi que l'on arrive à la situation suivante : la France est un des pays européens qui a le plus fort taux d'encadrement. Elle se classe en sixième position sur 27, avec 9,6 élèves par enseignants en 2007. La première place est occupée par la Grèce, 7,3 élèves par enseignants, la dernière par la Finlande, avec 15,9 élèves par enseignants, la moyenne étant à 11,8.

Un excellent taux d'encadrement, mais pour quels résultats ?

L'augmentation du coût de la scolarité ne semble donc obéir à aucune logique pédagogique compréhensible. Déconnectée de l'évolution du nombre d'élève comme des résultats scolaires, elle semble plus liée à l'idéologie qu'à une analyse scrupuleuse des faits et des besoins. Pour éviter de telles dérives financières, n'est-il pas nécessaire d'établir un chèque scolaire, afin de permettre aux parents de choisir, pour leurs enfants, l'école de leur choix, et d'être responsabilisés aux dépenses éducatives ?

*[Jean-Baptiste Noé](#) est historien, professeur de lycée, directeur de la revue *Cantate*. Dernier ouvrage paru, *Histoire du Vin et de l'Eglise*, 2010.

Article précédent : [Réussite scolaire : le faux impact des effectifs](#) (*Décryptage*, 10 décembre)
